

POUR UNE NOUVELLE POLITIQUE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE EUROPÉENNE



Notre priorité : garantir les prix à la production, des revenus et une retraite digne pour nos agriculteurs. Pour cela, l'urgence est de refonder une grande Politique agricole et alimentaire commune (PAAC). La suppression des quotas et l'ouverture au marché mondial n'ont fait que renforcer l'agriculture industrielle et un système dominé par les firmes agroalimentaires en amont et par les grands distributeurs en aval.

Cela implique de reconnaître **l'exception agricole, d'exclure le secteur agricole des accords de libre-échange.**

À l'opposé, l'horizon qui se dégage des propositions de la Commission européenne pour la PAAC post 2020 est celui d'une **baisse du budget** et d'une renationalisation des politiques agricoles. Le premier risque est de voir s'amplifier encore les concurrences au sein de l'Union avec **des politiques de « compétitivité-prix » aux conséquences néfastes pour le revenu des agriculteurs, mais aussi en matière sanitaire et environnementale.**

SORTIR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION DE LA CONCURRENCE MONDIALISÉE

- Mettre fin aux négociations ou ratifications en cours d'accords de libre-échange (CETA, MERCOSUR...).
- Exiger le strict respect des principes de réciprocité et d'égalité en matière sanitaire, environnementale et sociale des importations.
- Garantir la traçabilité par l'étiquetage de l'origine pour tous les produits agricoles à l'état brut ou transformés.
- Relocaliser les productions.

UN BUDGET EUROPÉEN FORT, POUR UNE POLITIQUE AGRICOLE FORTE

- Écarter toute baisse du budget de la PAAC et toute tentative de renationalisation.





ASSURER UNE ALIMENTATION SAIN ET DE QUALITÉ POUR TOUS LES EUROPÉENS

- Définir des objectifs de montée en gamme des productions européennes (qualité & bio).
- Créer un Fonds alimentaire européen pour le développement de projets alimentaires territoriaux et la lutte contre le gaspillage alimentaire.
- Maintenir le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD).

SOUTENIR L'EMPLOI AGRICOLE AVEC DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DES RÉMUNÉRATIONS DIGNES

- Garantir les revenus : prix plancher d'achat, réintroduction des quotas.
- Réorienter les aides directes en introduisant un soutien plafonné à l'actif et une dégressivité par exploitation.
- Obtenir des soutiens renforcés à l'installation et la définition d'objectifs européens d'installations agricoles.
- Assurer un régime public de protection sociale de haut niveau pour tous les travailleurs de l'agriculture avec des objectifs d'harmonisation sociale.
- Créer un régime public d'assurance couvrant l'ensemble des aléas climatiques, conjoncturels et sanitaires.

RÉUSSIR L'INDISPENSABLE TRANSITION AGRO-ÉCOLOGIQUE

- Garantir des soutiens renforcés liés aux handicaps naturels et aux zones défavorisées.
- Dégager des soutiens spécifiques au transfert des pratiques agricoles durables sur chaque type de production (culture et élevage, avec une prise en compte réelle du bien-être animal).
- Développer la complémentarité élevage/productions végétales avec des objectifs pluriannuels et un droit à l'expérimentation.
- Relancer un véritable plan de réduction de la dépendance protéique et de développement des légumineuses.
- Harmoniser les normes environnementales vers le haut avec le refus du recours aux OGM, un abandon programmé des substances qui nuisent à la santé et à l'environnement et une stricte égalité des conditions d'interdiction des produits phytosanitaires.
- Investir dans un grand plan pour la connaissance des sols, en vue de garantir le bouclage du cycle de fertilité.
- Renforcer la coopération en matière de recherche agronomique publique et la diffusion des nouvelles pratiques sur les exploitations.

**Pour faire le choix
de l'humain**

J'ADHÈRE



Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

E-mail : _____ Tél : _____